

# A propos des coûts salariaux, de la productivité et de la compétitivité des entreprises.

## Comparaison Flandre/Wallonie

Version provisoire.  
Ne citer en aucune façon  
Commentaires bienvenus

V. Vandenberghe\*

Mai 2006

### Résumé

Ce texte présente les résultats d'une analyse économétrique des firmes contenues dans la base de données BELFIRST. Nous étudions les différentiels, entre Flandre et Wallonie, de niveau de i) productivité (valeur ajoutée par employé) ii) de coût salarial iii) de coût salarial rapporté à la productivité/valeur ajoutée et iv) de rentabilité du capital employé. L'examen simultané de la situation en 1998 et en 2005 permet d'évaluer les différences régionales dans la dynamique de chacune de ces variables. Les résultats confirment l'existence d'un *niveau* de productivité plus faible en Wallonie mais aussi l'existence de coûts salariaux plus faibles. Mais ces coûts salariaux *rapportés* à la productivité sont cependant plus élevés en Wallonie (2,5 à 2,9%). On note aussi un niveau de rentabilité du capital plus faible en Wallonie (3,6 à 4,1%). Ces deux éléments sont constitutifs d'un handicap de compétitivité interpellant. La comparaison entre 1998 et 2005 ne suggère ni aggravation ni résorption de ce handicap.

**Mots clefs:** coût salarial, productivité, compétitivité Belgique, Flandre, Wallonie, Bruxelles

---

\* Economics Department, IRES, Université Catholique de Louvain, 3 place Montesquieu, B-1348 Belgium  
email : [vandenberghe@ires.ucl.ac.be](mailto:vandenberghe@ires.ucl.ac.be). Fax : + 32 1° 47 39 45

## Introduction

*“De Regionale rekeningen bevatten sedert 2005 alle gegevens om de loonkost per eenheid product correct te berekenen. De gemiddelde loonkosten per werknemer zijn in Vlaanderen 8 % hoger dan in Wallonië, maar de productiviteit is er 12% hoger. Daardoor zijn de loonkosten per eenheid product in Vlaanderen circa 3% lager”*

Persmededeling van CD&V

07 april 2006

Le communiqué de presse du CD&V, dont nous reproduisons un extrait ci-dessus, a suscité nombre de réactions que nous ne commenterons pas ici. Le but de cette note est plutôt de tenter de faire le point sur *les faits* évoqués par le CD&V. Que peut-on dire aujourd'hui sur le niveau relatif des salaires et de la productivité dans chacune des trois régions du pays? Les différentiels sont-ils significatifs et sont-ils constitutifs d'un handicap/avantage de compétitivité pour certaines régions? Quid également de la dynamique de ces écarts au cours des années récentes?

La note qui suit présente pour l'essentiel les résultats d'analyses économétriques réalisées au moyen des données par firme de la centrale des bilans de la Banque nationale, publiées par le bureau Van Dijk sous le nom BELFIRST. Nous présentons brièvement ces données dans la section 1. La section 2 expose notre stratégie d'analyse économétrique. Les résultats sont présentés dans la section 3. Ajoutons que notre commentaire privilégie la comparaison entre la Flandre et la Wallonie. Les tableaux contiennent cependant les résultats pour la région bruxelloise. Le lecteur intéressé pourra donc s'y référer et intégrer cette région dans la comparaison, en gardant toutefois à l'esprit la difficulté d'interprétation des chiffres dans le cas d'une capitale, étant donné le poids potentiellement important de sièges sociaux dont les activités réelles se situent ailleurs.

## 1. Données

La base de données BELFIRST utilisée ici décrit les caractéristiques économiques, la performance et la situation financière des firmes actives en Belgique. Ces données sont issues

de la centrale des bilans de la Banque Nationale de Belgique (BNB). Nous travaillons ici sur l'ensemble des firmes de 20 travailleurs et plus, présentes dans BELFIRST.

Nous avons sélectionné les observations relatives aux années 2005 (l'année la plus récente) et 1998. Il serait en théorie possible de remonter jusqu'à l'année 1997, soit la première année pour laquelle l'information existe. Afin de minimiser les risques de différentiel de qualité et de précision entre les deux années étudiées, nous avons préféré renoncer à la première année d'existence de l'information pour retenir comme point de comparaison la deuxième année.

Les variables que nous extrayons de cette base de données sont essentiellement :

- la valeur ajoutée par employé exprimé en équivalent temps-plein ( $VA$ ) au cours de l'année, soit une mesure de la productivité moyenne des employés de la firme,
- le coût salarial annuel moyen par employé exprimé en équivalent temps-plein ( $CSAL$ );
- la rentabilité du capital employé ( $retK$ );
- la région où est située la firme ( $REG$ );
- le code NACE de la firme, renseignant son secteur d'activité. Nous retenons plus particulièrement le 1er ( $NACE1$ ) et le second digit de cette nomenclature ( $NACE2$ )<sup>1</sup>;
- la taille de la firme, définie comme le nombre total d'employés exprimé en équivalents temps-plein ( $L$ )

Notons que la productivité des travailleurs ( $VA$ ) correspond à la valeur ajoutée par la firme divisée par le nombre total de travailleurs exprimés en équivalents temps-plein. Le coût salarial ( $CSAL$ ) correspond à la somme de tous les coûts salariaux supportés par la firmes (salaires versés + cotisations) toujours rapportée au nombre total de travailleurs en équivalents temps-plein.

Le seule variable que nous construisons pour les besoins de l'analyse est  $R=CSAL/VA$  soit le rapport entre le coût salarial et la productivité/valeur ajoutée. Cette variable s'interprète comme le coût salarial par unité de valeur ajoutée produite ou – de manière équivalente – comme la part des salaires dans la valeur ajoutée. Cette variable doit nous notamment permettre d'évaluer la mesure dans laquelle des écarts de coûts salariaux sont strictement

---

1 Voir annexe pour une présentation de ces nomenclatures

proportionnels ou non aux écarts de productivité. L'analyse de cette variable permettra de répondre à la question de l'existence d'un différentiel de compétitivité entre régions. Une plus grande importance du coût salarial par unité de valeur ajoutée produite constitue a priori un handicap s'agissant de préserver l'activité économique et d'inciter les détenteurs de capitaux à retenir la région comme lieu d'investissement. La dernière variable retenue est le taux de rendement du capital utilisé par la firme (*retK*). Elle doit permettre de vérifier de degré de correspondance entre (i) d'éventuels écarts de partage de la valeur ajoutée selon les régions et (ii) des différentiels de rentabilité des capitaux employés par les firmes. Il s'agit, à travers l'étude de cette dernière variable, de compléter notre analyse sur la compétitivité des régions en prenant appui sur une mesure strictement financière: celle de la rentabilité de l'investissement. Le tableau 1 contient les statistiques descriptives relatives à nos échantillons de firmes. Le tableau 1 contient les statistiques descriptives relatives à nos échantillons de firmes.

Tableau 1 - Statistiques descriptives – Belfirst. Firmes de 20 travailleurs et plus, implantées en Belgique.

Région	Année	Nombre de firmes	Nombre moyen de travailleurs par firme (etp*)	Nombre total de travailleurs (etp*)	CSAL Coût salarial par etp* (en EURO)	VA Valeur ajoutée par etp* (en EURO)	$R=CSAL/P$ ROD Part moyenne du coût salarial	RetK rendement du capital utilisé
B	1998	1.604	215	233.993	40.065	63.660	69,02	21,83
B	2005	1.603	197	259.034	49.034	71.313	71,51	24,83
V	1998	7.981	72	458.542	34.642	55.811	67,89	18,03
V	2005	7.981	81	606.101	41.876	62.996	70,34	18,14
W	1998	2.741	71	150.449	32.990	52.149	69,18	15,77
W	2005	2.741	77	200.722	38.449	56.334	71,51	17,68

Source: Belfirst (2006), nos calculs

\*etp: équivalent temps-plein.

B: Bruxelles-Brussel/ W: Wallonie/ V: Vlaanderen

## 2. Modèle

Notre stratégie d'analyse repose sur l'estimation successive de deux types de modèles économétriques.

Le premier d'apparence à un modèle DID (difference-in-differences). Les données individuelles des deux années sont fusionnées et utilisées simultanément dans la même régression. Chaque firme  $i$  appartenant au secteur  $j$  est observée durant l'année  $t$ . Le niveau moyen de la variable dépendante pour la région et l'année de référence (ici la Flandre en 1998) correspond à l'intercept  $\alpha$ . L'effet du changement d'année est capté par le coefficient  $\beta$  de la variable  $T_{ijt}$  ( $T_{ijt}=0$  si l'on est en 1998 et  $T_{ijt}=1$  pour 2005). Le différentiel de niveau entre d'une part la Flandre et d'autre part la Wallonie et Bruxelles est capté respectivement par les coefficients  $\gamma_1$  et  $\gamma_2$ . Quant aux différentiels en termes d'évolution intervenue entre 1998 et 2005<sup>2</sup>, toujours par rapport à la Flandre, ils sont captés par les coefficients  $\delta_1$  et  $\delta_2$ .

$$Y_{ijt} = \alpha + \beta T_{ijt} + \gamma_1 * W_{ijt} + \gamma_2 * B_{ijt} + \delta_1 T_{ijt} * W_{ijt} + \delta_2 T_{ijt} * B_{ijt} \quad [1]$$

Le deuxième modèle vise à identifier l'effet du temps ( $T$ ) et de la région de domicile de la firme ( $W_{ijt}=1$  si la firme est en Wallonie,  $B_{ijt}=1$  si la firme est à Bruxelles,  $W_{ijt}=B_{ijt}=0$  si la firme est en Flandre) en exploitant uniquement la variance *intra*-sectorielle. Techniquement, nous combinons l'idée de modèle DID avec l'idée d'analyse WITHIN que l'on trouve dans les modèles de panel à effets-fixes. L'opération consiste à centrer la variable dépendante (en soustrayant pour chaque firme  $i$  la valeur moyenne de son secteur :  $Y_{ijt} - Y_{.j}$ ), et ainsi tenter d'identifier les différents paramètres du modèle en exploitant uniquement les écarts (de productivité, de salaire...) observés à l'intérieur de chacun des secteurs  $j$ , en neutralisant les effets des écarts de niveau moyen existant entre ces secteurs.

$$Y_{ijt} - Y_{.j} = \beta T_{ijt} + \gamma_1 * W_{ijt} + \gamma_2 * B_{ijt} + \delta_1 T_{ijt} * W_{ijt} + \delta_2 T_{ijt} * B_{ijt} \quad [2]$$

Le but est de tenter de corriger notre mesure initiale d'écarts entre régions (equation 1) pour les écarts structurels liés à une composition de l'activité économique selon les secteurs,

---

2 Ce que la littérature désigne par « difference -in-differences ».

potentiellement fort différente selon les régions. Ce choix est aussi guidé par le fait que la gestion du rapport entre productivité et salaires est traditionnellement une matière gérée au niveau sectoriel en Belgique. Considérons le cas où  $Y_{ij}$  désigne la productivité d'une forme  $i$  dans un secteur  $j$ . Considérons également le cas d'un secteur  $j$  prépondérant dans une des trois régions et dans lequel simultanément la productivité est intrinsèquement plus faible. L'estimation du premier modèle débouchera sur la conclusion que la productivité dans cette région est plus faible. L'estimation du deuxième modèle peut cependant révéler que les écarts entre régions disparaissent, une fois pris en compte l'effet moyen du secteur.

Précisons que nous estimons deux fois le modèle 2. Une première fois en définissant le secteur de manière relativement agrégée, c'est-à-dire en distinguant 9 secteurs (nomenclature NACE1). Nous estimons une deuxième fois le même modèle en utilisant la nomenclature NACE à 2 digits. Ceci revient à distinguer 73 secteurs (voir annexe).

Ajoutons enfin que chacun de ces modèles est estimé en définissant  $Y$  successivement comme étant:

- le logarithme de la productivité moyenne annuel d'un employé ( $LNVA$ )
- le logarithme du coût salarial moyen annuel d'un employé ( $LNCSAL$ )
- le rapport entre le coût salarial moyen et la productivité moyenne ( $R=CSAL/VA$ )
- le rendement du capital utilisé ( $retK$ )

La spécification loglinéaire dans les deux premiers cas permet d'interpréter directement coefficients des variables dummy en % de la variable dépendante (% de productivité ou de coût salarial).

### **3 .Résultats**

Tous les résultats présentés ici ont été estimés à partir des données de valeur ajoutée ( $VA$ ) et de coût salarial ( $CSAL$ ) comprises entre le 2ème et le 99ème percentile de la distribution initiale. Nous avons éliminé les percentiles extrêmes, susceptibles de contenir beaucoup d'erreurs de mesure/réponse. Ajoutons que lors de l'estimation par moindres carrés ordinaires

(OLS), les observations ont été pondérées par la taille comprise comme le nombre d'employés exprimé en équivalents temps-plein ( $L$ ).

Les résultats concernant la productivité par employé ( $VA$ ) sont contenus dans le tableau 2. Ils révèlent pour l'essentiel;

- une productivité du travail plus faible en Wallonie à hauteur de 8 à 9%;
- une productivité du travail plus élevée à Bruxelles à hauteur de 7 à 9%;
- entre 1998 et 2005, une augmentation de la productivité (nominale) du travail en Flandre de l'ordre de 13 à 15%;
- entre 1998 et 2005, une absence de différence significative entre régions quant aux gains de productivité du travail.

Si l'on examine maintenant les résultats concernant le coût salarial moyen par employé ( $CSAL$ ) (Tableau 3), on observe,

- un coût salarial plus faible en Wallonie à hauteur de 4 à 6%;
- un coût salarial plus élevé à Bruxelles à hauteur de 11 à 12%;
- entre 1998 et 2005, une augmentation du coût salarial (nominal) en Flandre de l'ordre de 17,2 à 17,7%;
- entre 1998 et 2005, une absence de différence significative entre Wallonie et Flandre quant à l'augmentation du coût salarial;
- entre 1998 et 2005, une croissance plus forte du coût salarial à Bruxelles qu'en Flandre à hauteur de 2,4 à 2,8%.

Le tableau 4 contient les résultats les plus intéressants car relatifs à la question de la compétitivité. Dans ce tableau nous analysons le niveau et l'évolution de part du coût salarial dans la valeur ajoutée ( $r=CSAL/VA$ ). Les principales observations qui se dégagent sont:

- une part du coût salarial plus élevée en Wallonie qu'en Flandre de l'ordre de 2,5 à 2,9%;
- une part du coût salarial plus élevée à Bruxelles qu'en Flandre de l'ordre de 2,4 à 4,5%;

- entre 1998 et 2005, en Flandre, une augmentation de la part du coût salarial dans la valeur ajoutée comprise entre 0,63 et 1%;
- entre 1998 et 2005, en Wallonie, une augmentation de même ampleur;
- entre 1998 et 2005, à Bruxelles, une augmentation additionnelle de l'ordre de 1,5 à 2,6%.

Enfin, le tableau 5 contient des résultats de l'analyse du rendement du capital utilisé par les firmes (*retK*). On observe:

- un rendement du capital plus faible en Wallonie qu'en Flandre de l'ordre de 3,6 à 4,1 %;
- entre 1998 et 2005, en Flandre, une augmentation du rendement comprise entre 3,8 et 4,4%;
- entre 1998 et 2005, en Wallonie, une augmentation de même ampleur;

## Conclusion

Ce texte avait pour but de présenter les résultats d'une analyse économétrique de la question des coûts salariaux, de la productivité et de la compétitivité des firmes selon leur région de domicile, au départ de l'étude de micro-données décrivant la situation des firmes. Ces données nous ont permis de mesurer les différentiels Flandre/Wallonie de (i) productivité (valeur ajoutée par employé) (ii) de coût salarial (iii) de coût salarial rapporté à la productivité/valeur ajoutée et (iv) de rentabilité du capital employé. Les résultats confirment l'existence d'un *niveau* de productivité plus faible en Wallonie mais aussi l'existence d'un *niveau* de coûts salariaux plus faible. Les coûts salariaux *rapportés* à la productivité sont cependant plus élevés en Wallonie (+2,5 à +2,9%). On note aussi un niveau de rentabilité du capital plus faible en Wallonie (-3,6 à -4,1%). Ces deux éléments sont constitutifs d'un handicap de compétitivité. Précisons que ces écarts ne s'expliquent pas par un effet de spécialisation sectorielle des régions: une région pouvant être spécialisée dans des secteurs intrinsèquement plus ou moins compétitifs que l'autre. Les résultats mis en avant ici se retrouvent lorsque l'on prend soin de mesurer les écarts régionaux au moyen des variations *intra*-sectorielles, en neutralisant l'effet des écarts *inter*-sectoriels. Notons finalement que la comparaison entre 1998 et 2005 ne suggère ni aggravation ni résorption du handicap de la Wallonie par rapport à la Flandre.

Tableau 2 – Productivité moyenne (Valeur ajoutée par employé). Année et Région (ref= Flandre, 1998) [*p-value*]

<b>Variable</b>	<b>Modèle 1 <i>DID</i></b>	<b>Modèle 2 <i>DID + within</i> centrage sur NACE1 (9 secteurs)</b>	<b>Modèle 2 <i>DID + within</i> centrage sur NACE2 (73 secteurs)</b>
Intercept	10,931 <i>0,000</i>	- -	- -
Wallonie	-0,083 <i>0,000</i>	-0,087 <i>0,000</i>	-0,091 <i>0,000</i>
Bruxelles	0,070 <i>0,000</i>	0,090 <i>0,000</i>	0,080 <i>0,000</i>
2005	0,135 <i>0,000</i>	0,143 <i>0,000</i>	0,148 <i>0,000</i>
2005*Wallonie	-0,024 <i>0,187</i>	-0,016 <i>0,340</i>	-0,018 <i>0,244</i>
2005*Bruxelles	-0,012 <i>0,463</i>	-0,015 <i>0,327</i>	-0,018 <i>0,191</i>
N observations	20.407	20.407	20.407

Source: Belfirst (2006), nos calculs

Tableau 3 – Coût salarial moyen par année. Année et Région (ref= Flandre, 1998) [*p-value*]

<b>Variable</b>	<b>Modèle 1 <i>DID</i></b>	<b>Modèle 2 <i>DID + within</i> centrage sur NACE1 (9 secteurs)</b>	<b>Modèle 2 <i>DID + within</i> centrage sur NACE2 (73 secteurs)</b>
Intercept	10,536 <i>0,000</i>	- -	- -
Wallonie	-0,042 <i>0,000</i>	-0,047 <i>0,000</i>	-0,058 <i>0,000</i>
Bruxelles	0,110 <i>0,000</i>	0,116 <i>0,000</i>	0,118 <i>0,000</i>
2005	0,173 <i>0,000</i>	0,177 <i>0,000</i>	0,176 <i>0,000</i>
2005*Wallonie	-0,004 <i>0,729</i>	0,002 <i>0,873</i>	0,009 <i>0,363</i>
2005*Bruxelles	0,028 <i>0,010</i>	0,027 <i>0,007</i>	0,024 <i>0,004</i>
N observations	20.594	20.594	20.594

Source: Belfirst (2006), nos calculs

Tableau 4 – Part du coût salarial dans la valeur ajoutée en pourcents ( $r=CSAL/VA$ ). Année et Région (ref= Flandre, 1998) [*p-value*]

<b>Variable</b>	<b>Modèle 1 <i>DID</i></b>	<b>Modèle 2 <i>DID + within</i> centrage sur NACE1 (9 secteurs)</b>	<b>Modèle 2 <i>DID + within</i> centrage sur NACE2 (73 secteurs)</b>
Intercept	68,501 <i>0,000</i>	- -	- -
Wallonie	2,910 <i>0,000</i>	2,891 <i>0,000</i>	2,459 <i>0,000</i>
Bruxelles	4,542 <i>0,000</i>	2,819 <i>0,000</i>	2,379 <i>0,000</i>
2005	1,041 <i>0,002</i>	0,754 <i>0,020</i>	0,650 <i>0,035</i>
2005*Wallonie	0,386 <i>0,568</i>	0,241 <i>0,713</i>	0,808 <i>0,194</i>
2005*Bruxelles	1,474 <i>0,014</i>	2,203 <i>0,000</i>	2,620 <i>0,000</i>
N observations	18.917	18.917	18.917

Source: Belfirst (2006), nos calculs

Tableau 5 – Rentabilité du capital utilisé en pourcents (*retK*). Année et Région (ref= Flandre, 1998) [*p-value*]

<b>Variable</b>	<b>Modèle 1 <i>DID</i></b>	<b>Modèle 2 <i>DID + within</i> centrage sur NACE1 (9 secteurs)</b>	<b>Modèle 2 <i>DID + within</i> centrage sur NACE2 (73 secteurs)</b>
Intercept	15,071 <i>0,000</i>	- -	- -
Wallonie	-3,821 <i>0,001</i>	-4,179 <i>0,000</i>	-3,654 <i>0,001</i>
Bruxelles	-1,263 <i>0,200</i>	0,030 <i>0,977</i>	1,319 <i>0,227</i>
2005	4,418 <i>0,000</i>	3,965 <i>0,000</i>	3,805 <i>0,000</i>
2005*Wallonie	-1,363 <i>0,374</i>	-1,248 <i>0,409</i>	-1,557 <i>0,299</i>
2005*Bruxelles	-3,532 <i>0,009</i>	-5,666 <i>0,000</i>	-6,309 <i>0,000</i>
N observations	19.751	19.751	19.751

Source: Belfirst (2006), nos calculs

## **Annexe**

### Nomenclature *NACE1*

"01"="01Industries extractives"  
"02"="99Industrie manufacturière"  
"03"="03Production et distribution d'électricité, de gaz et d'eau"  
"04"="04Construction"  
"05"="05Commerce de gros et de détail; réparation de véhicules et d'articles domestiques"  
"06"="06Hôtels et restaurants"  
"07"="07Transports, entreposage et communications"  
"08"="08Activités financières"  
"09"="08Immobilier, location et services aux entreprises"

### Nomenclature *NACE2*

**01**="01\_01Agriculture, chasse et activités des services annexes"  
**02**="01\_02Sylviculture, exploitation forestière et activités des services"  
**05**="01\_05Pêche, pisciculture et aquaculture ; activités des services annexes à la pêche"  
**10**="01\_10Extraction de houille, de lignite et de tourbe"  
**11**="01\_11Extraction de pétrole brut et de gaz naturel ; activités des services annexes d'extraction de pétrole et de gaz, sauf la prospection"  
**12**="01\_12Extraction de minerais d'uranium et de thorium"  
**13**="01\_13Extraction de minerais métalliques"  
**14**="01\_14Autres industries extractives"  
**15**="02\_15Industrie des produits alimentaires et des boissons"  
**16**="02\_16Industrie du tabac"  
**17**="02\_17Industrie textile"  
**18**="02\_18Fabrication de l'habillement et des fourrures"  
**19**="02\_19Apprêt et tannage des cuirs ; fabrication d'articles de voyage et de maroquinerie ; fabrication d'articles de sellerie et de bourrellerie ; fabrication de chaussures"  
**20**="02\_20Production de bois et d'articles en bois et en liège, sauf fabrication des meubles ; fabrication d'articles de vannerie et de sparterie"  
**21**="02\_21Fabrication de pâte à papier, et d'articles en papier et en carton"  
**22**="02\_22Edition, imprimerie et reproduction de supports enregistrés"  
**23**="02\_23Raffinage de pétrole ; cokéfaction ; traitement des combustibles nucléaires"  
**24**="02\_24Industrie chimique"  
**25**="02\_25Industrie du caoutchouc et des plastiques"  
**26**="02\_26Fabrication d'autres produits minéraux non métalliques"  
**27**="02\_27Métallurgie"  
**28**="02\_28Travail des métaux"  
**29**="02\_29Fabrication de machines et d'équipements n.c.a."  
**30**="02\_29Fabrication de machines de bureau, de machines comptables et de matériel de traitement de l'information"  
**31**="02\_31Fabrication de machines et appareils électriques n.c.a."  
**32**="02\_32Fabrication d'équipements et appareils de radio, télévision et communication"  
**33**="02\_33Fabrication d'instruments médicaux, de précision, d'optique et d'horlogerie"

34="02\_34Construction de véhicules automobiles, de remorques et de semi-remorques"  
35="02\_35Fabrication d'autres matériels de transport"  
36="02\_36Fabrication de meubles ; industries diverses n.c.a."  
37="02\_37Récupération"  
40="03\_40Production et distribution d'électricité, de gaz, de vapeur et d'eau chaude"  
41="03\_41Captage, épuration et distribution d'eau"  
45="04\_45Construction"  
50="05\_50Commerces automobiles"  
51="05\_51Commerce de gros et intermédiaires de commerce, sauf de véhicules automobiles et motocycles"  
52="05\_52Commerce de détail, sauf de véhicules automobiles et de motocycles ; réparation d'articles personnels et domestiques"  
55="06\_55Hôtels et restaurants"  
60="07\_60Transports terrestres et par conduites"  
61="07\_61Transports par eau"  
62="07\_62Transports aériens"  
63="07\_63Activités annexes et auxiliaires des transports ; activités d'agences de voyage"  
64="07\_64Postes et télécommunications"  
65="08\_65Intermédiation financière, sauf activités d'assurances et de caisses de retraite"  
66="08\_66Activités des assurances et des caisses de retraite, sauf sécurité sociale obligatoire"  
67="08\_67Activités auxiliaires de l'intermédiation financière"  
70="09\_70Activités immobilières"  
71="09\_71Location de machines et d'équipements sans opérateur et de biens personnels et domestiques"  
72="09\_72Activités informatiques et activités connexes"  
73="09\_73Recherche - Développement"